



PAFED

Programme d'Appui à la Femme et à l'Enfance Déshéritée

PROGRAMME D'APPUI À LA FEMME ET À L'ENFANCE DÉSHÉRITÉE



RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉ

2021

Décembre 2021

ACRONYMES

ADESCO :	Action pour le Développement et la Santé communautaire
AFMUCAB	Association des Femmes Musulmanes Unies pour la Compassion, l'Amour et la Bienfaisance
APE :	Association de Parents d'Élèves
CCCE	Conseil Consultatif Cantonal des Enfants
CCD :	Comité de Développement Cantonal
CCPE	Conseil Consultatif Préfectoral des Enfants
CF REDD+	Consortium Femmes REDD+ Togo
CNT/EPT :	Coalition National Togolaise pour l'Éducation pour Tous
COGERES :	Comité de Gestion des Ressources Scolaires
CVD :	Comité Villageois de Développement
D&D :	Défis et Développement
DPASPFA :	Direction Préfectorale de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
DPS :	Direction Régionale de la Santé
DRASPFA :	Direction Régionale de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation
DRE :	Direction Régionale de l'Éducation
FAWE :	Forum des Femmes Éducatrices de l'Afrique
IESG :	Inspection de l'Enseignement Secondaire Général
IETFP :	Inspection de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MCPE :	Mécanisme Communautaire de la Protection de l'Enfant
MEPSTA :	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OSC :	Organisation de la Société Civile
PAFED :	Programme d'Appui à la Femme et à l'Enfance Déshéritée
PIT :	Plan International Togo
RJCE :	Réseau des Journalistes et Communicateurs Spécialisés en Éducation
UE :	Union Européenne

Sommaire :

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
A. VUE D'ENSEMBLE.....	5
B. NOS PRINCIPALES REALISATIONS	6
C. ZONES TOUCHEES	6
D. LES RESULTATS SIGNIFICATIFS	7
E. GOUVERNANCE DE PAFED	19
F. BILAN FINANCIER.....	20
G. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES	21
H. SUGGESTIONS	21
I. ANNEXES	23

MOT DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Chers membres, partenaires de PAFED, nous venons d'ajouter une année de plus aux 19 précédentes depuis la création de notre organisation. Une année de travail acharné, d'abnégation, de dévouement, de sacrifice pour nous rapprocher un peu plus de notre vision, celle de contribuer à l'avènement d'une société sans violence dans laquelle les enfants, les jeunes et les femmes jouissent pleinement de leurs droits et participent équitablement au développement de leurs communautés. Étant restés fidèles à notre mission d'œuvrer à l'amélioration des conditions de vie des enfants, des jeunes et des femmes de notre société en leur donnant accès à une éducation de qualité, aux soins de santé et à l'autonomie financière, nous avons, au cours de l'année qui vient de s'écouler, réalisé 5 actions majeures qui se sont chacune inscrites, dans les 5 grands axes stratégiques de notre organisation.

Nos actions ont touché aussi bien les hommes et femmes que les jeunes filles et garçons des cinq préfectures de la région centrale. Aux femmes, nous avons apporté des connaissances et des appuis substantiels pour réaliser un peu plus leurs droits les plus fondamentaux et leur permettre de sortir d'une situation de vulnérabilité qui les maintient dans une position de dépendance. À ce propos, nous pouvons nous réjouir de ce que les femmes sont de plus en plus consciente de leur situation et s'engagent à lutter pour leur épanouissement. En plus de savoir à qui s'adresser pour réclamer leurs droits et dénoncer les actes de violence dont elles font l'objet, elles mettent en œuvre des activités génératrices de revenu qui ont accru leur autonomie. Ceci nous renforce dans notre conviction que les relations de pouvoir inégales qui persistent entre hommes et femmes finiront par changer pour laisser place à une société plus juste.

Nous avons renforcé la capacité des enfants et jeunes à agir pour participer efficacement à leur

propre protection en leur donnant la possibilité de dénoncer les abus dont ils font l'objet dans les communautés. Ceux qui ont été victimes de violence ont été assistés, soit médicalement, soit psychologiquement afin qu'ils retrouvent la joie de vivre. Ils continuent par être suivis par notre organisation qui n'a de cesse de s'assurer de leur état de santé physique et mentale. Les jeunes ont beaucoup accru leur capacité d'agir et ont activement participé à nos activités en prenant quelques fois le lead de certaines d'entre elles. Ils n'ont pas hésité à rencontrer les responsables de leurs communes pour demander plus d'implication de leur part dans la protection des enfants et jeunes.

Chers membres et partenaires, vous n'êtes pas sans savoir que PAFED est engagée sur la voie de la transformation des normes pour l'égalité de genre. C'est pourquoi la plupart de nos actions ont eu pour cibles les leaders communautaires, tenants des us et coutumes, avec qui nous poursuivons les réflexions sur les normes et croyances préjudiciables aux femmes, enfants et jeunes surtout les filles. Nous pouvons nous prévaloir déjà d'une prise de conscience du caractère préjudiciable de certaines normes par les leaders eux-mêmes qui font déjà des propositions d'actions pour remédier au tort causé par les pratiques néfastes qui en découlent.

Tout ceci n'aurait été possible sans l'accompagnement de nos partenaires financiers. C'est le lieu de leur adresser toute notre reconnaissance et notre assurance de ne pas faillir à nos obligations.

Merci à tous nos partenaires communautaires, aux OSC et aux partenaires étatiques avec qui, nous entreprenons cette marche vers la réalisation des droits de tous et toutes.

**LA PRESIDENTE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION**

Mme AYINDO Aimée

A. VUE D'ENSEMBLE

05 projets
mis en œuvre
à travers des
actions aux
stratégies
multiples

**Des stratégies
multiples:**

- Sensibilisations
- Renforcement de capacités
- Causeries éducatives
- Discussions intergénérationnelles
- Discussion en petits groupes
- Partage d'expérience
- Paire éducation
- Renforcement de la capacité d'agir des filles.

un staff rompu à la
tâche:

14 membres de
l'exécutif et 5
membres du C.A



10 398
bénéficiaires
diversifiés:

- 1809, femmes
- 2824 filles,
- 3373 hommes
- 2392 garçons

283 localités
couvertes par
nos actions dans
5 préfectures de
la région
centrale.

62 240 877 Fcfa
injectés dans
dans des actions,
sur **62 816 196**
Fcfa reçu
soit **99%** de
consommation

B. NOS PRINCIPALES REALISATIONS

Axes stratégiques		Projets mis en œuvre
1	Axe 1 : Promotion du droit à la santé.	Lutte contre le VIH / SIDA
		Mesures de solidarité communales coronavirus : Résilience à la pandémie de la Corona : renforcement de la ville de Sokodé/Tchaoudjo 1
2	Axe 2 : Promotion d'une éducation inclusive de qualité.	Renforcement de la société civile pour la lutte contre les violences de genre au Togo
		Célébration du mois de la femme de VLISCO 2020-2021 : Organisation d'un concours de dictée et d'art oratoire à l'endroit des filles des collèges et lycées.
		Fonctionnement du centre d'éveil (jardin d'enfants espérance)
3	Axe 3 : Promotion de l'autonomisation financière des femmes et des jeunes.	« Promotion des droits des femmes en milieu rural dans la préfecture de Tchaoudjo dans la région centrale du togo ».
4	Axe 4 : Protection de l'environnement.	Réduction des Émissions issues de la Déforestation et de la Dégradation (REDD+)
5	Axe 5 : Recherche, suivi-évaluation et capitalisation.	Capitalisation des actions des projets Suivi du progrès des indicateurs

C. ZONES TOUCHÉES

5 préfectures de la région centrale et 283 localités couvertes par nos actions multiformes.

<i>Tchaoudjo</i>	<i>Tchamba</i>	<i>Sotouboua</i>	<i>Blitta</i>	<i>Mô</i>
<i>13 cantons et 98 villages touchés</i>	10 cantons et 102 villages touchés	4 cantons et 5 villages touchés	4 cantons et 6 villages touchés	5 cantons et 7 villages touchés

D. LES RESULTATS SIGNIFICATIFS

Promotion du droit à la santé.

Projet 1 : lutte contre le VIH/SIDA

Partenaire financier : Plateforme des OSC de lutte contre le VIH/SIDA et promotion de la santé.

Zone : Tchaoudjo

Actions	Résultats obtenus
Renforcement des sensibilisations pour la promotion des méthodes de prévention des IST VIH/SIDA : 23 causeries éducatives 383 entretiens individuels réalisées	Au total 491 personnes ont été touchées dont 152 femmes. 12025 préservatifs masculins ont été distribués à 609 personnes dont 187 femmes, 750 préservatifs féminins distribués à 127 personnes dont 80 femmes, 79 gels lubrifiants distribués à 23 personnes dont 9 femmes.

Projet 2 : « Mesures de solidarité communales coronavirus : Résilience à la pandémie de la Corona : renforcement de la ville de Sokodé/Tchaoudjo 1 »

Partenaire financier : Commune de Nuremberg et BMZ à travers la commune de Tchaoudjo1

Zone : commune de Tchaoudjo 1

La commune de Tchaoudjo 1 a mis en place des stratégies de riposte contre la pandémie de corona virus pour appuyer aux efforts du gouvernement dans la lutte contre cette maladie. Pour se faire, la commune de Tchaoudjo 1 a reçu l'appui de ses partenaires allemands, la ville de Nuremberg et le BMZ, afin de mettre en œuvre le projet « MESURES DE SOLIDARITE COMMUNALES CORONAVIRUS : Résilience à la pandémie de la Corona : renforcement de la ville de Sokodé/Tchaoudjo 1 ».

L'un des volets du projet consiste à réaliser des activités de riposte contre la Covid-19 dans les différents cantons de la commune de Tchaoudjo 1. Ce volet a été exécuté par l'ONG PAFED et l'Association AFMUCAB.

Actions	Résultats obtenus
<p>Sensibilisations :</p> <p>Animation de 12 séances de sensibilisation et 02 émissions radiophoniques sur la Covid-19, le respect des mesures barrières et sur l'hygiène et l'assainissement.</p>	<p>378 dont 249 femmes ont eu de meilleures connaissances sur les mesures barrières et les règles d'hygiène en général.</p>
<p>Distribution de matériels de protection contre la covid Fabrication et distribution de dispositifs de lavage des mains à pédale</p>	<p>500 litres de savon liquides ont été fabriqués et distribués aux femmes vulnérables.</p> <p>1200, 25 dispositifs de lavage de mains, masques distribués aux communautés,</p>

Ces actions ont permis de rappeler aux populations que la crise de covid-19 perdure et que la vigilance et le respect des mesures édictées par le gouvernement doivent être de mise pour contribuer efficacement à l'éradiquer. Ce fut également l'occasion d'encourager les populations à se faire vacciner.

AXE STRATEGIQUE 2

Promotion d'une éducation inclusive de qualité.

Projet 1 : Renforcement de la Société Civile pour la Lutte contre les Violences de Genre au Togo.

Partenaire financier : Plan International Togo à travers Plan Suède et l'Agence Suédoise de Développement International.

Budget global 2021 :

Pour répondre à la situation des violences en milieux scolaire et familial, le projet « Renforcement de la Société Civile pour la Lutte contre les Violences de Genre au Togo » est mis en œuvre depuis Juillet 2019 pour une durée de 5 ans, dans la région centrale et des plateaux par 6 ONG locales dont PAFED pour les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba. Ce projet a pour objectif de contribuer à l'éradication de toute forme de violence contre les enfants et jeunes surtout les filles dans la région centrale et des plateaux d'ici 2024, sur fond de renforcement de l'efficacité des actions de la société civile. Offrir un cadre d'apprentissage.

Le projet cible les enfants et jeunes (scolaires et extrascolaires), les enseignants, les patrons/patronnes d'ateliers, les leaders communautaires, les porteurs d'obligation que sont les acteurs étatiques et les OSCs.

L'ONG PAFED ayant en charge les préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba, s'est attelée au cours de l'année, à offrir un environnement protecteur et épanouissant pour les élèves du secondaire et apprentis de la zone.

Actions	Résultats obtenus
<p>Sensibilisation des enseignants, des membres APE, COGERES, des leaders communautaires, des patrons et patronnes d'ateliers sur les normes, croyances et pratiques néfastes : 101 séances organisées.</p>	<p>2333 personnes touchées dont 710 femmes, 31 personnes handicapées dans Tchaoudjo et Tchamba.</p> <p>Les participants ont vu leurs connaissances améliorées sur les violences surtout celles basées sur le genre, les normes et croyances préjudiciables aux enfants et jeunes, les droits sexuels et reproductifs des enfants et jeunes.</p>
<p>Formation des enseignants du secondaire 1 et 2 et des patrons/patronnes d'ateliers sur les méthodes alternatives, le genre transformateur et sur les droits sexuels des adolescent-e-s : 37 collèges et 8 lycées, 178 ateliers d'apprentissage.</p>	<p>439 enseignants dont 32 femmes</p> <p>178 maîtres artisans dont 85 femmes</p> <p>Ils ont amélioré leurs connaissances sur le cadre légale et règlementaire de la protection des enfants et jeunes au Togo et ont vu leurs capacités renforcées sur les méthodes alternatives, sur l'élaboration des codes de discipline positive en milieu scolaire et sont aptes à les adopter comme méthode d'éducation.</p> <p>Les enseignants et patrons d'ateliers ont amélioré leur compréhension des droits sexuels et reproductifs des adolescents/tes ainsi que des différentes formes de violence notamment les violences de genre.</p>
<p>Appui à l'élaboration et la mise en œuvre des codes de discipline positive au secondaire et dans les centres d'apprentissage</p>	<p>Au total 395 personnes (49 femmes) dont 179 enfants et jeunes (118 filles) ont participé à l'élaboration des CDP.</p> <p>32 ateliers d'apprentissage et 14 écoles (12 collèges, 02 lycées) disposent ainsi de codes de discipline positive qui sont affichés et représentent une référence dans le traitement des écarts de comportement des apprentis.</p>

Sensibilisation des filles à travers l'approche femmes rôles modèles dans les collèges et centres ou ateliers d'apprentissage.

03 séances organisées dans les lycées Kadambara, Aléheridè, et Koussountou et 10 séances à l'endroit des apprentis dans 5 localités.

2 614 élèves dont 969 filles et 180 parents dont 92 femmes au niveau scolaire et 496 personnes dont 338 filles apprenties au niveau extrascolaire

Les filles ont pris conscience de leur capacité à réaliser leurs rêves en s'inspirant des modèles de femmes natives de leurs communautés, qui ont réussi leur vie professionnelle et familiale malgré leur statut de femme. Un accent particulier a été mis sur le respect de leur corps et sur la nécessité de s'abstenir afin d'éviter de mettre fin à leur apprentissage pour cause de grossesse ou de maladie en lien avec leur sexualité.

Formation des membres des clubs scolaires et extrascolaires sur la dénonciation des cas d'abus via la ligne verte 1011 et sur la covid-19: **32 sessions organisées.**

800 élèves et apprentis dont 470 filles et 64 encadrants de clubs dont 32 femmes.

Les enfants et jeunes bénéficiaires de la formation sont désormais outillés pour mieux se protéger et protéger leurs camarades contre la covid-19 et pour dénoncer, en toute discrétion, tout cas de violence ou d'abus dont ils seraient victime ou témoin. Ce fut également l'occasion pour eux d'avoir de meilleures connaissances sur leurs droits à la santé sexuelle et reproductive et les comportements et attitudes à adopter ou à éviter pour ne pas mettre en péril leur apprentissage ou leurs études.

Renforcement des clubs scolaires et extrascolaires sur l'approche "champion of change" et conduite du processus avec les jeunes :**34 séances organisées avec les enfants et jeunes membres des clubs.**

250 jeunes dont 148 filles membres de 10 clubs d'enfants et jeunes ont pris part à ces sessions de formation.

Ils sont ainsi totalement engagés dans le processus de changement dont ils sont pionniers dans leurs localités. Ils sont assistés par leurs encadrants (12 dont 6 femmes). À travers les exercices qui ont été animés avec eux, ils pourront, par leurs actions et leurs comportements devenir acteurs de changement des normes et pratiques préjudiciables, surtout aux filles, qui ont cours dans leurs communautés respectives.

Les normes et croyances liées à la position de la femme dans la société, à la sexualité et à la conception du mariage seront au centre de leurs actions.

Organisation des sorties des clubs CoC engagés pour l'égalité de genre : sensibilisation des leaders communautaires et des

453 personnes à raison de 251 jeunes dont 169 filles et 202 adultes dont 93 femmes/

Les membres des clubs ont utilisé des techniques telles que l'animation des sketches, les chants et danses, les questions-réponses pour porter leur message à leurs cibles. À l'endroit des

jeunes : 10 séances organisées.

jeunes il a été question de l'estime de soi et de la valeur qu'une fille, surtout, doit accorder à sa personne pour se donner les moyens d'avancer malgré les difficultés.

Avec les adultes, les jeunes ont démontré la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des violences c'est-à-dire les normes et croyances, afin d'y mettre un terme. Les clubs extrascolaires ont saisi l'occasion de la présence des patrons d'ateliers et des leaders pour leur soumettre des messages de plaidoyer sur les violences qu'ils subissent dans le milieu de l'apprentissage.

Visiblement émus par les interventions des enfants et jeunes lors de ces sorties des « champions du changement », les leaders communautaires et les parents ont pris des engagements visant à renforcer leur attention à l'égard des actes qu'ils posent afin qu'ils ne soient plus auteurs des préjudices subis par leurs enfants. Ils ont par exemple décidé faire des efforts pour comprendre leurs enfants, satisfaire à leurs besoins et devenir leurs « amis » plutôt que des parents autoritaires.

Organisation des causeries éducatives avec les apprentis et élèves

196 enfants et jeunes dont 188 filles ont été sensibilisées sur la gestion de l'hygiène menstruelle, le leadership, l'estime et la confiance en soi.

ont été entretenues sur la gestion de l'hygiène menstruelle avec l'appui de la sage-femme de la localité. Des démonstrations ont été faites sur l'utilisation des serviettes hygiéniques. Grâce à la roue du cycle, les jeunes filles ont eu de meilleures informations sur l'origine des menstrues et le cycle menstruel.

Ils ont amélioré leurs connaissances sur les droits sexuels et reproductifs, comment et où dénoncer un cas d'abus, la gestion de l'hygiène menstruelle. Les jeunes filles de Kaboli, particulièrement ont eu d'amples informations sur l'appareil génital de la fille et son fonctionnement. Ceci leur a permis de mieux comprendre l'apparition des règles ou menstruations chez la fille.

Appui à la prise en charge des cas d'abus sur les enfants et jeunes.

325 victimes d'abus dont 260 filles ont été secourues par PAFED en collaboration avec les autres acteurs du cadre de concertation préfectoral des acteurs de protection des enfants et jeunes. 26 victimes dont 25 filles ont été médicalement et psychologiquement assistés par le projet.

Appui pour le suivi et l'accompagnement des OSC

127 personnes dont 88 jeunes (61 filles) et 11 femmes ont pris part au plaidoyer.

d'enfants et jeunes pour la budgétisation sensible aux questions de protection des enfants et jeunes au niveau des mairies : **6 plaidoyers réalisés dans 6 communes des préfectures de Tchaoudjo et de Tchamba**

Les jeunes ont, lors des rencontres avec les autorités communales, adressé à celles-ci, leurs préoccupations quant aux abus dont ils font l'objet. Ils ont plaidé pour l'allocation des ressources financières à l'initiation des actions concrètes pour la véritable protection des enfants et jeunes.

Déjà renforcés et appuyés dans l'identification de leurs besoins en matière de protection et jouissance de leurs droits, ont porté cette action. Ils sont des représentants des organisations d'enfants et jeunes de leurs communes. Il s'agit des organisations telles que :

- CCCE (comité de concertation cantonal des enfants),
- CCPE (cadre de concertation préfectoral des enfants)
- Clubs des enfants parrainés,
- Clubs scolaires,
- Clubs extrascolaires,
- Club des jeunes filles footballeuses.

Renforcement institutionnel de PAFED :

Revue du plan stratégique et du manuel de procédures,

Élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources,

Renforcement du staff sur le plaidoyer et influence.

PAFED s'est dotée d'un nouveau plan stratégique axé sur les résultats pour les cinq prochaines années (2021 – 2026). Ce dernier est plus sensible au genre transformateur et inclusion notamment dans ses axes 2 (Promotion d'une éducation inclusive de qualité) et 3 (Promotion de l'autonomisation financière des femmes et des jeunes).

PAFED s'est dotée d'un nouveau manuel de procédures administratives et financières.

Ces nouveaux documents vont renforcer la capacité d'influence de l'ONG et rendre ses actions plus sensibles aux genre transformateur et inclusion.

PAFED dispose également d'une stratégie de mobilisation des ressources. Cette stratégie contribuera à se doter des moyens pour réaliser les actions prévues par le nouveau plan stratégique de PAFED.

Le staff de PAFED a amélioré ses connaissances sur l'influence, le plaidoyer et l'environnement restreint et a de nouvelles capacités pour accroître sa capacité d'influence en tenant compte de l'environnement dans lequel il évolue.

Conduite des discussions intergénérationnelles dans les communautés sur les violences sexuelles, le

179 dont 67 femmes, 52 enfants et jeunes dont 31 filles touchés.

Ces derniers ont été orientés dans leurs échanges sur les sources profondes des problèmes des jeunes et sur le genre de relation qui devait exister entre les jeunes et les adultes.

<p>mariage d'enfants et sur les châtiments corporels</p>	<p>Il a été question d'identifier les différentes normes et croyances ainsi que les pratiques afférentes qui sont préjudiciable à la jouissance par les jeunes, de leurs droits à la santé sexuelle et reproductive.</p> <p>S'étant mis d'accord sur les actions à mener pour une meilleure jouissance des droits sexuels et reproductifs par les jeunes, les participants ont mis sur pied des comités de suivi des plans d'action élaboré, composés de 5 membres dont 3 adultes et deux enfants. Cette commission permettra de veiller à la mise en œuvre des actions de mitigation définies.</p>
<p>Mise en place et Formation des MCPE dans les villages</p>	<p>Au total 65 personnes dont 23 femmes renforcés.</p> <p>Ils ont amélioré leurs compréhensions de la sauvegarde et protection des enfants et jeunes, des violences basées sur le genre, des normes et croyances et des droits sexuels des enfants et jeunes.</p> <p>Ils savent désormais mieux, quels sont leurs rôles et responsabilités en tant qu'acteurs de protection dans leurs localités respectives.</p>
<p>Organisation des séances de discussion et de dialogues avec les leaders pour identifier les normes et pratiques préjudiciables aux enfants et jeunes et les alternatives pour y remédier.</p>	<p>300 personnes dont 66 femmes ont pris part à ces discussions.</p> <p>Quelques normes identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> La place d'une fille c'est au foyer par induction, il est inutile pour elle de faire de longues études, <input type="checkbox"/> La fille ne doit pas « vieillir » chez ses parents par induction, avoir sous toit des filles qui ont déjà eu plusieurs menstrues, c'est risquer de s'attirer le feu de l'enfer si jamais elle couchait avec un homme hors mariage, <input type="checkbox"/> Un homme qui a réussi dans l'éducation de ses filles c'est celui-là dont les filles sont mariées ; par induction, les parents doivent s'honorer en mariant leurs filles dès qu'ils jugent nécessaire de le faire. <input type="checkbox"/> Il appartient à l'homme de subvenir à tous les besoins de la femme ; par induction, il n'est pas nécessaire pour la femme de faire de longues études ou d'avoir un emploi. Cette norme crée particulièrement chez les jeunes filles un relâchement de l'effort, le décrochage volontaire de l'école ou de l'apprentissage ou encore la décision de tomber grosse d'un homme peu importe si elle est élève ou apprentie. <p>Des arguments ont été développés par les alliés (leaders engagés) qui ont facilité ces dialogues, pour amener les plus conservateurs de ces normes à comprendre le tort qui est fait aux jeunes filles. Quelques-uns de ces arguments sont :</p>

- ♣ Les femmes éduquées sont plus à même de donner une bonne éducation à leurs enfants surtout aux filles,
- ♣ La pauvreté se perpétue dans le foyer si une fille est mariée avant l'âge et avant d'avoir un emploi,
- ♣ Marier une fille précocement, c'est lui voler sa vie. Elle ne sera jamais heureuse.

En termes d'action les leaders communautaires s'engagent, outre la sensibilisation de leurs pairs, à vérifier les actes de naissance des futures mariées et en dénonçant surtout les cas de mariage d'enfant qui viendraient à être planifiés dans leurs communautés.

Les communautés commencent par prendre conscience du caractère subjectif, superstitieux et abstrait des croyances qui sous-tendent les normes et pratiques préjudiciables à la jouissance des droits des enfants et jeunes dans leurs localités. Les alliés du projet ont été d'une grande utilité dans les échanges avec les leaders religieux et traditionnels ; leur présence dans les localités est une force considérable pour le projet.

Malgré la crise sanitaire déclenchée provoquée par la Covid-19, toutes les planifications ont été réalisées à 100%. La gestion des cas d'abus est restée prioritaire dans les actions de l'ONG PAFED. Plusieurs victimes ont été secourues par le projet avec une prise en charge financière et psychologique de certaines d'entre elles qui en nécessitaient.

L'analyse des indicateurs dus pour l'années révèlent une progression vers l'atteinte des résultats du projet. Cependant plusieurs défis devront être surmontés pour atteindre ces résultats.

Projet 2 : Fonctionnement du centre d'éveil (jardin d'enfants espérance)

Le centre d'éveil espérance accueille les petits enfants pour une formation préscolaire de niveau 1 et 2. Son fonctionnement est assuré par PAFED depuis la fin du projet qui l'a vu naître.

Actions	Résultats obtenus
Appui au fonctionnement du centre d'éveil (Jardin d'enfant ESPERANCE)	<p>Le centre d'éveil fonctionne et accueille des enfants en âge d'être scolarisés.</p> <p>Au total 114 enfants dont 63 filles ont été inscrits au jardin d'enfants :</p> <p>Année scolaire 2020 – 2021: 55 enfants dont 31 filles</p> <p>Année scolaire 2021 – 2022: 59 enfants dont 32 filles</p>

Projet 3 : Célébration du mois de la femme de VLISCO 2020-2021 : Organisation d'un concours de dictée et d'art oratoire à l'endroit des filles des collèges et lycées.

Partenaire financier : VLISCO

Dans le cadre de la célébration du mois de la femme VLISCO la Directrice Exécutive de PAFED a été désignée « femme de l'année VLISCO » 2021. Pour apporter son soutien aux actions de l'organisation, la société VLISCO a appuyé l'organisation dans l'organisation d'actions visant à renforcer le leadership féminin. L'une des actions réalisées par PAFED dans ce cadre est l'organisation de compétitions à l'endroit des filles des collèges et lycées de la ville de Sokodé.

Actions	Résultats obtenus
Organisation d'un concours de dictée et d'art oratoire	<p>Le concours de dictée a été organisé à l'endroit des élèves du primaire et du CEG et le concours d'art oratoire à l'endroit des élèves des Lycées de Sokodé:</p> <p>9 jeunes filles des classes de CM, 6^{ème}, 5^{ème}, 4^{ème}, 3^{ème} ont été primées.</p> <p>1^{er} prix: bourse de 80 000 + Dictionnaire</p> <p>2^{ème} prix: bourse de 60 000 + dictionnaire</p> <p>3^{ème} prix: bourse de 40 000 + Dictionnaire</p> <p>Les jeunes filles lauréates ont été encouragées à persévérer pour avoir de bons résultats scolaires et à tout faire pour poursuivre leur scolarité aussi loin que possible.</p>

PROMOTION DE L'AUTONOMISATION FINANCIÈRE DES FEMMES ET DES JEUNES.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT IT.

Projet : Réduction des Émissions issues de la Déforestation et de la Dégradation (REDD+)

Partenaire financier : Consortium Femmes REDD+ Togo

Budget global 2021 :

Sur toute l'étendue du territoire Togolais, les femmes constituent la majorité des acteurs de carbonisation, une activité qui contribue énormément à la déforestation et à la dégradation des forêts. Des mesures prises par le gouvernement pour limiter la propagation de la pandémie au coronavirus impactent les activités économiques de toutes les couches sociales notamment celles des femmes agricultrices et productrices et les mettent dans une situation de précarité. Ces dernières ont connu de sérieux problèmes de mévente et de conservation de leurs produits agricoles. Par conséquent, les conditions de vie de ces femmes sont devenues dégradantes. Comme solutions pour leur survie, elles pourront se tourner vers l'exploitation des ressources forestières à des fins de bois énergie. Cette situation pourra avoir un sérieux impact sur la protection des ressources forestières. Il s'avère donc important de les sensibiliser sur les changements climatiques, les pratiques de gestion durable des ressources naturelles (terres, forêts) à travers des activités de C'est dans ce cadre que le Consortium Femmes REDD+ Togo (CF-REDD+ TOGO), fortement impliqué dans le processus REDD+ au Togo, a entrepris le projet : Sensibiliser les femmes sur les changements climatiques et les pratiques de gestion durable des ressources naturelles (terres, forêts) à travers des activités de démonstration génératrices de revenus, alternatives au combustible bois-énergie, et renforcer leurs capacités de résilience face à la pandémie de COVID 19 dont le CF REDD+ Centrale s'est résolument engagé dans sa mise en œuvre .

Point focal du REDD+ dans la région centrale, PAFED accompagne les femmes dans l'initiation et la mise en œuvre des actions visant à réduire l'impact environnemental de leurs activités tout en renforçant leur autonomie financière et leurs capacités à subvenir à leurs besoins essentiels.

Organisées en groupements, les femmes des cinq préfectures de la région centrale ont bénéficié d'un



appui matériel et financier pour la mise en œuvre d'activités génératrice de revenu respectueuses de l'environnement.

Actions

Résultats obtenus

Sensibilisation des femmes sur les changements climatiques et les pratiques de gestion durable des ressources naturelles (terres, forêts) à travers des AGR, alternatives au combustible bois-énergie, et renforcement de leurs capacités de résilience face à la pandémie de COVID 19

236 femmes membres de consortium femmes REDD+ et 29 hommes des 5 préfectures de la Région Centrale ont été sensibilisées à travers des activités de démonstration pour réaliser des AGR en lien avec la REDD+. Ils ont bénéficié de matériels tels que :

Préfecture de Tchaoudjo : Une rappeuse a été remise aux femmes de Bouzalo ;

Préfecture de Tchamba : 4 marmites, 2 meules, 300 boites de conserves, 6 bassines, 4 sacs de grains de néré, 4 tables, 2 passoires remis à 2 groupements.

Préfecture de Sotouboua : 02 marmites, 06 bassines, 02 tables, 05 Paniers, 05 tamis, 08 couteaux, 02 tonneaux, 02 bidon d'huile de 25 litres et 02 sacs remis à un groupement ;

Préfecture de Blitta : 27 jeunes femelles (chèvres, moutons, porcs) ont été remis à 27 femmes éleveurs ;

Préfecture de Mo : semences, 06 sacs d'engrais homologué, 10 sacs de compost, 10 arrosoirs, 02 pulvérisateurs, 10 binettes et 10 houes remis à une coopérative de femmes.



Production maraîchère des femmes de la préfecture de Mô, avec l'appui du projet REDD+

Projet : « Promotion des droits des femmes en milieu rural dans la préfecture de Tchaoudjo dans la région centrale du togo »

Initié en 2011 grâce à l'appui financier de l'ONG Suisse « Echos d'Afrique » et de la Commune de Genève. Ce projet a pris en compte six villages à savoir Lama-Tessi, Adjorogo, Yao-Copé, Kolina, Koumoniadè et Aléhéridè. Ce projet a permis de mettre en place des groupements villageois d'épargne et de crédit (GVEC) dans ces localités pré-citées et a été pérennisé avec l'extension des groupements dans d'autres quartiers et villages de la préfecture de Tchaoudjo, notamment à Kpangalam et à Kolina.

Actions	Résultats obtenus
Organisation des suivis auprès des groupements.	31 suivis ont été organisés auprès de 24 groupements d'épargne. Les femmes ont été renforcés sur les AGR, l'épargne et le crédit et sont constamment accompagnées dans leurs activités et maîtrisent mieux la méthodologie GVE&C.
Organisation des sensibilisations à l'endroit des groupements.	Au total, 138 femmes ont été touchées. 375 masques de protection, 6 dispositifs de lavage des mains et 150 affiches sur les mesures barrières ont été mis à leur disposition.

À ce jour, PAFED suit et accompagne 24 GVE&C actifs dans la mobilisation de l'épargne communautaire dont 5 nouveaux groupements créés en 2021. Grace à ce projet, les membres arrivent à épargner de l'argent et à subvenir à leurs besoins vitaux. Le résultat cumulé des activités des membres des groupes d'épargne en termes d'épargne se présente comme suit :

N°	INDICATEURS	DECEMBRE 2020	DECEMBRE 2021	PROGRES REALISES
1	Nombre de groupements	19	24	05
2	Effectif des membres	437	557	120
5	Valeur cumulée de l'épargne	34 999 755	44 291 275	9 291 520

Cf. annexe 5 : pour le détail des caisses d'épargne et de solidarité des groupements.

Recherche, suivi-évaluation et capitalisation

Le suivi des actions entreprises au cours de l'année s'est fait de diverses manières :

Suivi de la conformité avec les procédures :

Chaque action mise en œuvre est respectueuse des procédures établies avec les partenaires financiers selon les protocoles établis. Ce travail est réalisé en étroite collaboration avec la comptabilité.

Les femmes qui ont reçu cet appui matériel mènent des activités génératrices de revenu qui sont protectrices de l'environnement dans les cinq préfectures de la région centrale.

Suivi des résultats

Des collectes de données ont été organisées trimestriellement pour mesurer les progrès réalisés sur chaque indicateur de processus. Ce suivi a permis d'être attentif aux changements observables chez les bénéficiaires des activités.

E. GOUVERNANCE DE PAFED

1. Organisation de l'Assemblée Générale Ordinaire

Après 2 ans d'exercice, une assemblée générale ordinaire a été organisée en Décembre 2021 pour rendre compte des réalisations et faire l'état des lieux des finances de l'organisation.

Au cours de cette assemblée, les membres du C.A dont les mandats sont arrivés à échéance ont été remplacés par voie d'élection. L'ONG est désormais dirigée par un nouveau conseil d'administration avec à sa tête Mme POULI Bissang Essozimna, assistante sociale.

Cf. la liste complète des membres du C.A en annexe 4.

2. Élaboration du plan stratégique, manuel de procédures, stratégie de mobilisation des ressources.

PAFED s'est dotée d'un nouveau plan stratégique pour les cinq prochaines années ; de 2022 à 2026. Les actions de l'organisation répondront désormais à cinq nouveaux axes stratégiques :

- ⇒ Axe 1 : Promotion du droit à la santé.
- ⇒ Axe 2 : Promotion d'une éducation inclusive de qualité.
- ⇒ Axe 3 : Promotion de l'autonomisation financière des femmes et des jeunes.
- ⇒ Axe 4 : Protection de l'environnement,
- ⇒ Axe 5 : Recherche, suivi-évaluation et capitalisation.

Une stratégie de mobilisation des ressources a également été élaborée pour amener PAFED à se doter des moyens de réaliser son plan stratégique.

Le manuel de procédures administratives, financière et comptable a été revu et répond aux nouvelles exigences de gestion et de redevabilité.

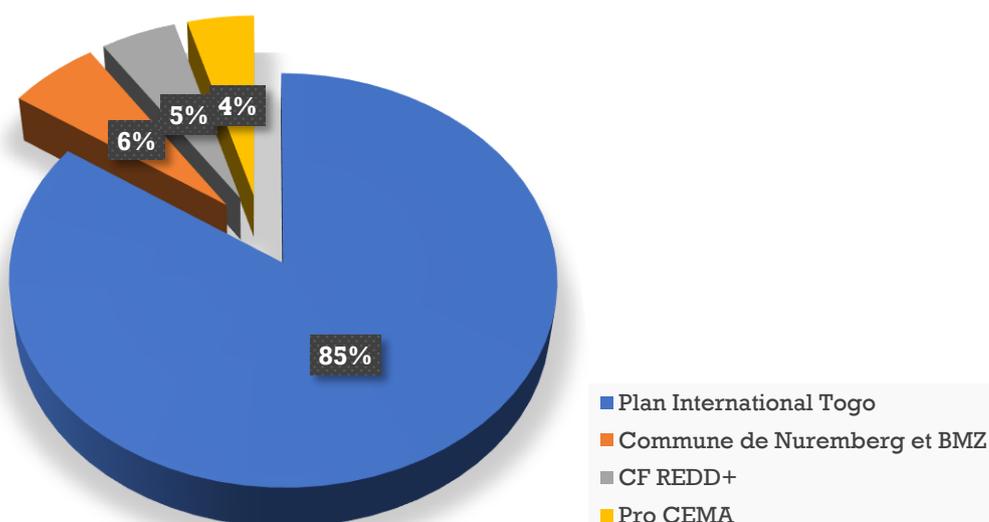
L'élaboration de ces documents a été possible grâce au soutien financier de Plan International Togo à travers Plan suède et l'Agence Suédoise de Développement International.

F. BILAN FINANCIER

Tout au long de l'année 2021, PAFED a reçu des appuis financiers pour la mise en œuvre des projets. Le présent tableau récapitule les montant reçus par projet.

PROJET	PARTENAIRE	MONTANT RECU	DÉPENSES	SOLDE
Renforcement de la société civile pour la lutte contre la violence de genre au Togo.	Plan International Togo	53 176 624	52 601 305	575,319
Mesures de solidarité communales coronavirus.	Commune de Nuremberg et BMZ	3 766 400	3 766 400	00
Sensibiliser les femmes sur les changements climatiques.	CF REDD+	3 116 000	3 116 000	00
Appui aux actions de réseautage des associations de femmes dans la région centrale.	Pro CEMA	2 757 172	2 757 172	00
TOTAL		62 816 196	62 240 877	575,319

MONTANT REÇU PAR PARTENAIRE



NB. Le montant reçu de Pro-CEMA représente un versement échelonné en 2021 pour raison de COVID pour la mise en œuvre d'une activité entrant dans le cadre du projet « Appui aux actions de réseautage des associations de femmes dans la région centrale ». Ce projet a été mis en œuvre en 2020.

G. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

- Faible capacité de mobilisation des ressources financières internes ;
- Faible cotisation des membres de PAFED ;
- Influence des pesanteurs socioculturelles sur la mise en œuvre d'une éducation sans violence ;
- Faible dénonciation des cas de violences, de maltraitances et d'abus sur les enfants : crainte des représailles et prévalence de la gestion à l'amiable des cas d'abus ;
- Faible application de la loi dans la gestion des cas d'abus sur les enfants : non aboutissement des cas dénoncés ;
- Manque de promptitude dans la dénonciation des cas d'abus sur les enfants et jeunes ;
- Impact de la COVID-19 dans l'organisation des activités : faible mobilisation des participants.

H. SUGGESTIONS

À l'endroit de PAFED

- Dynamiser la cellule de mobilisation des fonds au sein de PAFED ;
- Développer des stratégies pour une gestion pérenne, efficace et efficiente des ressources humaines ;
- Renforcer la mobilisation communautaire et l'engagement dans la dénonciation des cas d'abus sur les enfants
- Renforcer la collaboration avec les partenaires communautaires et étatiques pour garantir la pérennité des projets mis en œuvre.

À l'endroit des communautés

- Renforcer les mécanismes communautaires de dénonciation des violences faites sur les enfants et jeunes ;
- Renforcer les discussions pour la transformation des normes et croyances préjudiciables aux enfants et jeunes ;
- Susciter les parents, leaders communautaires à initier des discussions intergénérationnelles au sein des familles et dans la communauté ;
- Renforcer la collaboration avec les enfants et jeunes afin de prendre en compte leurs besoins spécifiques dans les planifications cantonales et communales.

À l'endroit des acteurs étatiques

- ❑ Renforcer la mise en application de la loi dans la gestion des cas d'abus afin de décourager toute récidive,
- ❑ Renforcer le fonctionnement des centres de transit et créer des centres d'accueil pour faciliter la réinsertion des enfants/jeunes victimes de violence ;
- ❑ Renforcer les structures de prise en charge des victimes d'abus ;
- ❑ Renforcer la collaboration avec les OSC dans la gestion des cas d'abus, le suivi et la prise en charge des victimes ;
- ❑ Appuyer à l'élaboration des codes de discipline positive dans les écoles et centres d'apprentissage ;
- ❑ Renforcer les mécanismes de dénonciation des violences dans les écoles et centres d'apprentissage ;
- ❑ Renforcer la culture de la dénonciation systématique des cas de violence chez les enfants et jeunes scolaires et extrascolaires.

I. ANNEXES

Annexe 1 : liste des membres du C.A

N°	Nom et prénom	Titre au sein du C. A	Fonction dans la Vie Active
1	Mme POULI Bissang Essozimna	Présidente	Assistante Sociale
2	GBALAO Nouratou	Secrétaire Générale	Consultante Indépendante.
3	WOHOU Koffi Oladé	Trésorière	Auditeur comptable
4	M. AGBOGOA Kokouvi	1er Conseiller	Enseignant : directeur d'école à la retraite
5	METCHERI Fatimatou	2ème Conseillère	Présidente du Groupement "Union fait la Force"

Annexe 2 : partenaires

Partenaires financiers	Partenaires étatiques	Partenaires communautaires	Partenaires OSC
<ul style="list-style-type: none"> • Plan International • Commune de Nurembreg • GIZ • CF REDD+ 	<ul style="list-style-type: none"> • MEPSTA • MSPC, • MASPFA, • DRE • DPASPFA • DRASPFA • IESG • IETFP • DRS • ANPC • CROPESDI 	<ul style="list-style-type: none"> • Chefferie • CCD • CVD • MCPE • VLP • Chambre Régionale de Métier, • Chambre Préfectorale de Métier, • APE, • COGERES • Club des mères 	<ul style="list-style-type: none"> • D&D • CREUSET TOGO • FAWE • CNT/EPT • RJCE • ADESCO • PASDI Afrique

Annexe 3 : tableau synthèse des cas d'abus gérés au cours de l'année 2021.

N°	Type / forme d'abus ou de violence	TOTAL		
		F	G	T
1	Viol	8	0	8
2	Mariage d'enfant	16	0	16
3	Grossesse précoce suite à un abus sexuel	2	0	2
4	Châtiments corporels sévères	24	6	30

5	Traite d'enfant	8	4	12
6	Maltraitance	9	0	9
7	Négligence	13	7	20
8	Exploitation économique	4	0	4
9	Déscolarisation	3	1	4
10	Harcèlement sexuel	10	0	10
11	Séquestration	5	0	5
12	Enfant dit sorcier	1	0	1
13	Fugue	5	5	10
14	Rapt	2	0	2
15	Pédophilie.	2	0	2
16	Abus sexuel	9	0	9
17	Abandon d'enfant	0	0	0
TOTAL		121	23	144

Annexe 4 : liste des nouveaux membres du conseil d'administration

N°	Poste	Nom et prénoms	Sexe	Fonction
1	Présidente	POULI Bissang Essozimna	F	Assistante Sociale
2	Secrétaire	GBALAO Nouratou	F	Sociologue, consultante indépendante
3	Trésorier	WOHOU Koffi Oladé	M	Auditeur comptable
4	Conseiller	AGBOGAO Kokouvi	M	Enseignant à la retraite
5	Conseillère	METCHERI Fati	F	Présidente du Groupement "Union fait la Force"

Annexe 5 : Tableau détaillé des caisses d'épargne et de solidarité des groupements

N°	NOM DU GROUPEMENT	NOMBRE DE MEMBRES	Epargne		Progrès réalisés	Solidarité		Progrès réalisés
			Déc. 2020	Déc. 2021		Déc. 2020	Déc. 2021	
1	ESSOSSINADA	25	2295000	2430000	135000	144000	112500	-31500
2	ESSOVALE	23	2563700	2469300	-94400	65700	78300	12600
3	AKOFALA	36	3266400	3296400	30000	69100	84200	15100
4	DISSOLIDAMA	19	1995800	2237200	241400	25800	46350	20550
5	SOLIM	17	2425300	2817100	391800	58950	68800	9850
6	ARAHAMANE 1	19	2941750	2961000	19250	41200	75000	33800
7	NINIKEREGUE	23	1247850	1476575	228725	112500	98550	-13950
8	AYENE	20	1875850	2039550	163700	56550	72500	15950
9	SOUROUGUETOM	35	1796500	2 731 800	935300	36400	44 950	8550
10	SOUROU BIYA	19	1786050	1792250	6200	41500	58200	16700
11	KOBRENINI	23	1856025	2046500	190475	39500	55750	16250
12	SOLIN'GOBOU	21	1745050	1974200	229150	42750	49800	7050

13	ESSOSSINADA	24	2295000	2290400	-4600	144000	128200	-15800
14	DJIRIMA-ALAA	21	1573400	1875250	301850	79200	82450	3250
15	DAR SALAM	21	2240200	2276500	36300	61200	72 100	10900
16	SOUROUTAWI	17	1756500	1943750	187250	25250	33400	8150
17	ESSOWANVAKO	18	1658450	1674950	16500	25650	29500	3850
18	ARAHAMANE 2	20	3112500	3205050	92550	52300	62300	10000
19	Union Fait la Force	35	1831850	2753500	921650	37300	59000	21700
20	Sourou Alaa	30	-	-	-	-	-	-
21	Solingobou	27			-	-	-	-
22	Espoir	7	-	-	-	-	-	-
23	Essovalè	29	-	-	-	-	-	-
24	Dité Dama	28	-	-	-	-	-	-
TOTAL		557	40263175	44291275	4028100	844625	140500	153000